

"Peuple du mur" contre "peuple du Web"

LE POINT | 11.03.2017 | Brice Couturier

Le rapport à la mondialisation redéfinit les clivages politiques. Au point de rendre caduque l'opposition gauche-droite, comme le pense Emmanuel Macron ?

"Marine Le Pen appelle « les patriotes de gauche et de droite » à la rejoindre. Contre « la mondialisation dérégulée » et « l'immigration massive », elle présente un programme souverainiste intégral : priorité nationale, monnaie nationale, solidarité nationale. Pour elle, le clivage droite-gauche a perdu toute signification. Celui qui compte oppose désormais les élites mondialisatrices et les peuples, en mal de sécurité et de protection. La PME lepéniste a achevé sa mue. Sous la férule du couple Marine Le Pen-Florian Philippot, le Front national est parvenu à s'emparer de l'espace politique que convoitait Jean-Pierre Chevènement il y a quinze ans : « ni de droite ni de gauche », comme le « pôle républicain » du « Che ». La preuve, c'est que l'antipode de son programme ne se situe plus à l'extrême gauche, chez Jean-Luc Mélenchon, mais bien du côté d'Emmanuel Macron. Celui-ci est, en effet, le seul candidat à présenter l'intégration européenne et la mondialisation comme autant de chances pour la France.

Le fondateur de la start-up politique En marche ! fait le constat que la droite et la gauche sont divisées en leur sein quant aux réponses à apporter aux révolutions du XXI^e siècle : robotisation, ubérisation, nouvelle donne internationale. À ses yeux, le conflit politique central oppose désormais ceux qui veulent accompagner ces bouleversements, afin d'en tirer parti, à ceux qui croient possible de s'y opposer. Les progressistes et les conservateurs, selon sa typologie. L'affrontement droite-gauche ? Une survivance. Une manière pour les professionnels de la politique de justifier une rente de situation.

La fin du cycle historique ordonné à la distinction droite-gauche

L'éditorialiste américain Thomas Friedman, chantre de la mondialisation (*La terre est plate*, Saint-Simon, 2006), s'est taillé un joli succès en caractérisant les récentes élections américaines comme une lutte politique entre le « peuple du mur » (Wall People) et le « peuple du Web » (Web People). Les premiers revendiquent des communautés d'appartenance stables, l'insertion dans le cadre d'une histoire et d'une géographie particulières qui confèrent à leur vie un horizon de sens. Ils veulent « vivre et travailler au pays », comme disait la gauche des années 1970. Et en compagnie de gens qui leur ressemblent... Les seconds « comprennent qu'à une époque de changements rapides les systèmes ouverts sont plus souples, plus résilients, qu'ils confèrent de l'élan ». Les premiers rêvent de se protéger par de hauts murs. Les seconds répliquent que toutes les lignes Maginot de l'Histoire ont été contournées.

Cette distinction recoupe en bonne part celle qu'établit Alain de Benoist dans son dernier livre, *Le Moment populiste. Droite-gauche, c'est fini !* (Pierre-Guillaume de Roux). Selon lui, nous vivons la fin du cycle historique ordonné à la distinction droite-gauche. Et le « moment populiste » est « le révélateur d'une crise ou d'un dysfonctionnement grave de la démocratie libérale ». Les « élites libérales », sûres de la supériorité morale de leur programme « d'ouverture », préféreraient « gouverner sans le peuple – et finalement contre lui », selon Alain de Benoist.

« Nos gouvernements ne nous représentent plus, ils nous surveillent », déplore, de son côté, le libéral-conservateur Pierre Manent. En effet, généralement acquises au multiculturalisme, les élites dirigeantes des démocraties occidentales ont longtemps fait la leçon à des populations réticentes. Elles ont été relayées par des médias peuplés de directeurs de (bonne) conscience qui instrumentalisent l'antiracisme pour imposer le politiquement correct. Mais celui-ci embraie de moins en moins sur les vues du public. Un exemple ? Le think tank britannique Chatham House révèle que 61 % des Français (contre seulement 16 %) approuveraient une interdiction complète de l'immigration en provenance des pays musulmans. Dans le même temps, nos médias rivalisent d'indignation morale envers une mesure, pourtant moins radicale, prise par Donald Trump... Concentrant sur la malheureuse démocratie parlementaire la critique d'extrême droite (Carl Schmitt) et celle des « conservateurs de gauche » (Jean-Claude Michéa, Michel Onfray, Régis Debray), Alain de Benoist estime que la gauche et la droite se sont trahies toutes les deux.

La première, en faisant exploser le « front de classe » en une myriade de mouvements revendicatifs identitaires qui n'aspirent plus à transformer la société, mais à s'y faire une meilleure place au détriment des autres. Il rejoint ainsi Marcel Gauchet, pour qui la transformation de la gauche en un « parti des droits » est une manière, dégradée, de « recycler son projet d'émancipation ». La seconde, parce qu'elle s'est donnée, par méfiance envers

le peuple, au libéralisme. Or celui-ci provoque, selon Benoist, la destruction de tout ce qui aurait mérité d'être conservé. Et en particulier les peuples en tant que communautés culturellement homogènes et corps politiques se gouvernant eux-mêmes. Le capitalisme mondialisé provoque la désaffiliation des individus (Robert Castel) ; il liquéfie les liens sociaux (Zygmunt Bauman) ; il sape toutes les identités, en particulier celles qui, émanant des appartenances de classe (Jean-Claude Michéa), soutenaient les grands ensembles politiques – libéralisme versus socialisme.

Signe des temps, une jeune intelligentsia conservatrice se fait entendre et remarquer, dans le sillage des succès de librairie impressionnants de Zemmour, Houellebecq et Finkielkraut. Laetitia Strauch-Bonart (*Vous avez dit conservateur ?*, Cerf, 2016) tente d'importer en France la vision tory britannique. Bérénice Levet (*Le Crépuscule des idoles progressistes*, Stock) réfute l'idée selon laquelle la désaffiliation culturelle et l'arrachement aux identités sexuelles auraient constitué une libération. Guillaume Perrault (*Conservateurs, soyez fiers !*, Plon) passe en revue l'histoire de France, afin de démontrer aux conservateurs qu'ils n'ont pas à rougir du rôle qu'ils y ont joué. Mais force est de constater que ce renouveau ne joue aucun rôle décelable auprès des forces politiques qui se réclament de leur famille. La droite de Fillon, c'est celle de M^{me} Thatcher. Pas celle de Theresa May. D'ailleurs, le conservatisme est-il nécessairement de droite ? Et le progressisme de gauche ? La « défense des intérêts acquis », en bonne place au programme de la gauche syndicale, s'inscrit dans le paradigme de la « résistance » et certainement pas du « mouvement ».

L'historien des idées Arnaud Imatz, auteur de *Droite-gauche. Pour sortir de l'équivoque* (P.-G. de Roux, 2016), montre que, sur la plupart des grands thèmes, gauche et droite n'ont cessé d'échanger leurs positions au cours du temps. Le colonialisme, en France, a été une entreprise de gauche, que la droite dénonçait comme une diversion dans la nécessaire revanche contre l'Allemagne. La défense de l'individu est née à gauche, avant de passer à droite. Aujourd'hui, des questions fondamentales comme la place de l'islam et la laïcité, les rapports avec la Russie ou la forme que doit prendre la poursuite du projet d'intégration européenne divisent non la gauche et la droite, mais chacune d'entre elles.

Est-ce à dire que l'axe central qui structure aujourd'hui la vie politique de notre pays n'est plus celui qui, durant les deux derniers siècles, a opposé le « peuple de gauche » au « peuple de droite » ? Pour une forte majorité des sondés par TNS Sofres (73 %), ce clivage est, en effet, dépassé. L'époque où l'on appartenait à la droite ou à la gauche par fidélité partisane, voire tradition familiale, est terminée. Depuis que les « grands récits » idéologiques, les visions du monde qui prétendaient tout expliquer et proposer un modèle de société clés en main ont perdu toute crédibilité, l'électeur s'est mué en consommateur de programmes. Il zappe, méfiant et blasé.

Selon le dernier baromètre de la confiance du Cevipof de Sciences Po (janvier 2017), les partis politiques n'inspirent plus confiance qu'à 11 % des sondés (contre 88 % qui ne leur font pas tellement ou pas du tout confiance). À comparer avec la confiance qu'inspirent des institutions comme l'armée (82 %), les PME (81 %), la police (78 %) ou la Sécurité sociale (67 %)... Mais il ne faut pas enterrer trop vite le vieux clivage. Comme l'a fait observer le politologue Gérard Grunberg, l'antinomie droite-gauche conserve sa pertinence lorsqu'on passe aux sujets économiques. À gauche, on continue à confier à l'État la relance de la croissance et la création d'emplois. À droite, on considère au contraire que l'État étouffe l'économie et entrave la croissance. Si une forte majorité des Français (69 %) estime qu'on « évolue vers trop d'assistantat », cette majorité est plus importante à droite qu'à gauche.

Pour mettre fin à l'éparpillement des partis, le général de Gaulle, fondateur de la Ve République, a imaginé un système électoral qui dégage des majorités claires et des gouvernements stables : le scrutin majoritaire à deux tours. Il oblige la droite et la gauche à s'unifier en deux blocs, si elles veulent se qualifier pour le second tour. Ces trente dernières années s'est toutefois produit un phénomène troublant. À une exception près, chaque élection générale s'est traduite par une alternance politique. Le syndrome de l'essuie-glace. D'autres avertissements, comme la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle de 2002 ou la victoire du non au référendum de 2005, indiquaient une insatisfaction des électeurs envers les partis de gouvernement et une entropie du système politique. Le moteur de notre démocratie se dérègle. Le regroupement au second tour de toutes les droites et de toutes les gauches se révèle de plus en plus irréalisable.

Épuisement intellectuel du clivage gauche-droite. Mépris ou indifférence envers les partis politiques. Incapacité du système politique à dégager des majorités légitimes pour mener les réformes qui empêcheraient l'effondrement du pays. Nous allons tout droit vers la crise de régime."

Brice Couturier